



N° AC1201/2026

Service de réservation pour le transport des personnels ou des
personnes invitées de la Cinémathèque française

| |
|---|
| <p>Cahier des Clauses Particulières CCP</p> |
|---|

*Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande
publique*

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES ARTICLES L2123-1 ET R2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE..... | 1 |
| ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 4 |
| 1.1. OBJET DE LA CONSULTATION | 4 |
| 1.2. DUREE DU MARCHÉ | 4 |
| ARTICLE 2 – FORME ETE MODE DE PASSATION DU MARCHÉ | 4 |
| 2.1 PROCEDURE..... | 4 |
| 2.2 FORME ET MONTANTS | 4 |
| 2.3 BONS DE COMMANDE | 4 |
| ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS..... | 5 |
| ARTICLE 4 – PRIX | 5 |
| 4.1. CONTENU DES PRIX..... | 5 |
| 4.2. REGIME DES PRIX..... | 5 |
| 4.2.1. <i>Prix fermes</i> | 5 |
| 4.2.2. <i>Mois d'établissement des prix du marché</i> | 5 |
| 4.2.3. <i>Révision des prix</i> | 5 |
| 4.2.5. <i>Clause de sauvegarde</i> | 6 |
| ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION | 6 |
| 5.1. DISPOSITIONS GENERALES | 6 |
| 5.1.1 <i>Prescriptions générales</i> | 6 |
| 5.1.2. <i>Service en ligne</i> | 7 |
| 5.1.3. <i>Courses</i> | 7 |
| 5.1.4. <i>Demande immédiate</i> | 7 |
| 5.1.5. <i>Demande à l'avance</i> | 7 |
| 5.1.6. <i>Présentation des véhicules</i> | 7 |
| 5.1.7. <i>Retard dans la prise en charge</i> | 7 |
| 5.1.8. <i>Non-chargé</i> | 7 |
| 5.1.9. <i>Bordereau du chauffeur</i> | 7 |
| 5.1.10. <i>Objets perdus</i> | 8 |
| 5.1.11. <i>Facturation et reporting détaillés</i> | 8 |
| 5.1.12. <i>Accessibilité des véhicules</i> | 8 |
| 5.1.13. <i>Transport des usagers</i> | 8 |
| 5.1.14. <i>Véhicules</i> | 8 |
| 5.1.15. <i>Exigences environnementales</i> | 8 |
| 5.2. DISPOSITIONS SPECIFIQUES..... | 9 |
| 5.2.1. <i>Prestations classiques</i> | 9 |
| 5.2.2. <i>Prestations haut de gamme</i> | 9 |
| 5.5. DELAIS D'EXECUTION | 9 |
| ARTICLE 6 – RÉMUNERATION DU TITULAIRE – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES | 10 |
| 6.1. REMUNERATION DU TITULAIRE..... | 10 |
| 6.2 REMUNERATION DU TITULAIRE | 10 |
| 6.3 MODALITES DE PAIEMENT | 10 |
| ARTICLE 7 – VÉRIFICATION, ADMISSION, REJET ET RÉFACTION | 11 |
| 7.1 NATURE DES OPERATIONS | 11 |
| 7.2 DECISION D'ADMISSION | 11 |
| 7.3 REFACTION..... | 11 |
| 7.4 REJET..... | 11 |

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 8 – PÉNALITES ET REFACTION | 11 |
| 8.1. DELAIS DE LIVRAISONS ET PENALITES DE RETARD | 12 |
| 8.1.1. <i>Délais de livraison</i> | 12 |
| 8.1.2. <i>Pénalités de retard</i> | 12 |
| 8.1.3. <i>Autres pénalités</i> | 12 |
| ARTICLE 9 – ASSURANCE | 12 |
| 9.1. REPARATION DES DOMMAGES | 12 |
| 9.2. JUSTIFICATIFS À PRODUIRE | 13 |
| ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE | 13 |
| 10.1 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS | 13 |
| 10.2 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS | 13 |
| ARTICLE 11 – DOCUMENTS EXIGIBLES AU TITRE DU CODE DU TRAVAIL | 14 |
| ARTICLE 12 – MODIFICATION DU CONTRAT | 15 |
| ARTICLE 13 – MISE EN DEMEURE, RÉSILIATION | 15 |
| 13.1. RÉSILIATION DU FAIT DE LA CINÉMATHEQUE | 15 |
| 13.2. RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE | 15 |
| 13.3. AUTRES CAS DE RÉSILIATION | 16 |
| ARTICLE 14- LITIGES | 16 |

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réservation de véhicules pour le transport des collaborateurs ou des personnes invitées de la Cinémathèque française.

1.2. Durée du marché

L'accord cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter du 18 juillet 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il est reconduit trois (3) fois un an par reconduction tacite, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint, ou au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de sa date de notification ou de sa reconduction.

Le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

Dans le cas où la Cinémathèque Française ne souhaite pas reconduire le marché, elle en informe le titulaire de l'accord cadre par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

ARTICLE 2 – FORME ETE MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

2.1 Procédure

Le présent accord cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique

2.2 Forme et montants

Ce marché s'exécute à bons de commande, au sens de l'article R2162-4°2 du Code de la commande publique avec un seul attributaire.

| Montants du contrat | |
|---------------------|----------------------|
| Montant minimum : | Sans montant minimum |
| Montant maximum : | 48 000 € HT. |

2.3 Bons de commande

Les prestations font l'objet de commandes notifiées au fur et à mesure des besoins.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, même si leur exécution se prolonge au-delà du terme du marché.

Les prestations du marché s'exécutent au moyen de bons de commande adressés par la Cinémathèque française par courriel au titulaire.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Chaque bon de commande comporte les renseignements suivants :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date de la commande ;
- La quantité ;
- Le prix hors taxe par référence au BPU ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;

En cas d'urgence, les bons de commande pourront être précédés de l'envoi d'un courriel dans lequel la Cinémathèque française précise la prestation demandée et le délai d'exécution souhaité.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE);
- Le bordereau de prix unitaire,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le mémoire technique du Titulaire;
- Les bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 4 – PRIX

4.1. Contenu des prix

Le prix des prestations hors TVA est établi à partir des prix définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le prix figurant au marché est réputé comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

Les prix sont aussi réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et TTC et tiennent compte des approvisionnements, et des sujétions techniques indiquées au marché.

4.2. Régime des prix

Les prix sont des prix unitaires établis en euros.

Le libellé des prix unitaires est détaillé dans le bordereau de prix unitaires.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des fournitures sont réputées réglées par les stipulations suivantes :

4.2.1. Prix fermes

Les prix du BPU sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

Les prix du BPU sont fermes révisables lors de la reconduction annuelle à la date d'anniversaire du marché.

4.2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, appelé "mois zéro" (M₀).

4.2.3. Révision des prix

Tarif des courses :

Le montant de la course sera calculé selon les éléments de tarification établis par les différents arrêtés préfectoraux relatifs aux tarifs des transports par taxis en vigueur au moment où la course est effectuée.

Frais annexes :

Pour les éventuels prix correspondant aux frais annexes, les prix sont ajustables par référence au tarif public du titulaire, à chaque évolution de ce tarif, par application aux prix du marché d'un coefficient d'ajustement (C), soit :

$$Pa = Po \times C$$

Où :

Pa = prix ajusté ;

Po = prix initial du marché à la date de signature de l'accord cadre par le titulaire.

C = coefficient d'ajustement.

Le coefficient d'ajustement est calculé ainsi :

$$C = I / Io$$

Où :

C = coefficient d'ajustement ;

I : tarif public en vigueur le jour de l'exécution du service ;

Io : tarif public en vigueur à la date de signature de l'accord cadre par le titulaire ;

Il est rappelé que sera appliqué à ces prix le taux de remise contractuel indiqué par le titulaire dans son bordereau des prix. Les prix nets ainsi obtenus constitueront les prix de règlement. Le taux de remise est ferme.

Les tarifs publics en vigueur à la date de signature de l'accord cadre par le titulaire doivent être communiqués à la Cinémathèque française quinze jours au maximum après la notification de l'accord cadre.

Tous les éléments permettant l'ajustement (nouveaux tarifs publics) doivent être adressés en lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de quinze jours minimum avant la date prévue d'application des nouveaux tarifs, par voie dématérialisée, (les conditions seront indiquées au titulaire après la notification).

L'ajustement se fait à la hausse comme à la baisse.

A défaut de communication des tarifs publics dans les délais ci-dessus indiqués, aucun ajustement ne sera réalisé. Cependant, si la Cinémathèque française constate que les tarifs publics, à la baisse, ne sont pas communiqués, il peut mettre en demeure le titulaire de le faire, sous peine de résiliation.

La remise consentie à la Cinémathèque française en fonction du volume d'affaires annuel, versée avant la fin du mois suivant la fin de l'année considérée, est ferme.

4.2.5. Clause de sauvegarde

La Cinémathèque française se réserve le droit de résilier, sans indemnité, avec un préavis de huit jours, le marché à la date du changement de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation moyenne de plus de **3 %** du prix des fournitures par rapport au premier tarif, sur la durée du marché, toutes reconductions comprises.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION

5.1. Dispositions générales

5.1.1 Prescriptions générales

- Un service disponible 24h/24, 365 jours par an ;
- Une organisation et une centralisation des appels ;
- Un accès sécurisé et prioritaire ;
- Les commandes doivent pouvoir être faite par téléphone fixe, mobile, sur le site internet ou sur l'application dédiée;
- Une mise à disposition des véhicules à l'adresse indiquée de prise en charge avec un suivi et gestion des courses, notamment avec le délai d'attente ;
- La prise en charge de la personne à transporter se fait en fonction des indications par la Cinémathèque française ;
- À leur arrivée au point de prise en charge, le passager doit être prévenu de l'arrivée du taxi ;
- En cas d'absence du passager, le véhicule (taxi) doit attendre sur place et n'est autorisé à quitter les lieux sans passager au plus tôt 15 minutes après l'heure de prise en charge prévue et après seulement avoir tenté de joindre le passager.

5.1.2. Service en ligne

Le service en ligne est disponible 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Il permet à la Cinémathèque française : la consultation et le téléchargement des courses du mois en attente de facturation et la consultation des statistiques qualités.

La connexion à ce site est protégée au minimum par un mot de passe. Le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les données enregistrées dans cet outil.

Un code confidentiel pour une demande de réservation ou demande immédiate de taxi doit être proposé à la Cinémathèque française.

Ces codes confidentiels ne doivent pas être communiqués par le titulaire à des tiers.

5.1.3. Courses

Le chauffeur de taxi prend en charge le passager et ses accompagnants. La prise en charge des bagages est autorisée. Le trajet emprunté par le chauffeur est le plus court possible entre le point de départ et le point d'arrivée.

En cas d'encombrements, le chauffeur propose de prendre un autre chemin après accord du passager. La prise en charge, la course et la décharge sont réalisées dans le respect de la sécurité des personnes, qu'il s'agisse du passager, des accompagnants ou encore des passants et autres usagers de la route.

5.1.4. Demande immédiate

La Cinémathèque française contacte le numéro d'appel (ou se connecte au site internet de réservation de véhicules), indique à l'opérateur téléphonique (ou sur le site) l'heure à laquelle doit commencer la prestation, le lieu exact du rendez-vous, le lieu de destination, son nom et le code confidentiel.

Après avoir précisé qu'il s'agit d'une demande immédiate, la Cinémathèque française signale les particularités de la course. Le titulaire procède alors à une analyse immédiate du nombre de véhicule disponible dans le secteur demandé et les secteurs environnants et annonce au demandeur un délai estimatif d'arrivée du taxi.

5.1.5. Demande à l'avance

Pour une demande à l'avance, la Cinémathèque française précise les caractéristiques de la course et le nom du passager. L'annulation ou la modification doivent être effectuées au moins 15 minutes avant l'heure prévue de prise en charge et ne seront pas facturées.

5.1.6. Présentation des véhicules

Si après une demande immédiate ou par réservation, plusieurs véhicules, arrivent en même temps sur le lieu de prise en charge (si une seule demande a été faite et même si le demandeur / utilisateur est accompagné de 3 ou 4 personnes), une seule course est facturée.

5.1.7. Retard dans la prise en charge

Dans le cas où aucun taxi ne se serait présenté 5 minutes (TF) ou 3 minutes (TO) après l'heure prévue de la prise en charge, la Cinémathèque française rappelle le centre d'appels qui lui donne toute information utile sur l'arrivée du taxi ou sur l'état de la recherche du véhicule.

5.1.8. Non-chargé

La Cinémathèque française s'engage à dédommager tout chauffeur qui ne charge pas, conformément au prix forfaitaire à l'unité de non-chargé indiqué dans le BPU correspondant.

Il en est de même pour l'annulation ou modification d'une demande à l'avance faite moins de 30 minutes avant l'heure prévue de prise en charge. Ce dédommagement intervient sur présentation d'un rapport circonstancié et sur production de pièces justificatives (notamment le relevé du chauffeur).

5.1.9. Bordereau du chauffeur

A l'issue de la course, un bordereau est édité par le chauffeur, celui-ci comporte : le code confidentiel utilisé, le nom du passager, les références du chauffeur, la date, l'heure pour laquelle le taxi est sollicité, le retard éventuel en minutes par rapport à l'heure de rendez-vous fixée et l'heure effective de prise en charge du passager, l'heure de fin de la course, l'adresse de prise en charge du passager, le lieu de dépôt du passager, ainsi que le montant de la course HT et TTC.

Le bordereau est obligatoirement signé par le chauffeur et le passager. Le chauffeur conserve l'original et donne une copie au passager. Le passager vérifie l'exactitude des informations figurant sur ce relevé.

5.1.10. Objets perdus

Au cas où un voyageur oublie un objet dans un taxi, le titulaire fait en sorte de récupérer cet objet, d'en informer le propriétaire ou la Cinémathèque française (en précisant si possible le jour et l'heure de l'oubli et le nom). Il le tient à disposition du propriétaire qui viendra le récupérer.

L'ouverture des sacs, pochettes, documents, portefeuilles, etc. est autorisée uniquement à des fins d'identification du propriétaire. Un devoir de secret professionnel s'applique à toutes les informations dont aurait connaissance un chauffeur ou un salarié du titulaire.

5.1.11. Facturation et reporting détaillés

Les factures doivent être établies par direction demandeuse ou service demandeur de la Cinémathèque française.

La facturation se fait mensuellement avec un relevé détaillé des courses (date, heure, départ, arrivée et les arrêts éventuels), classées par utilisateur du service.

Ce relevé doit comprendre obligatoirement les bordereaux signés par les passagers.

Le titulaire du marché doit fournir le détail des courses en spécifiant obligatoirement le montant de la prise en charge et le prix de la course.

Les factures sont réglées par la Cinémathèque française qu'à la suite de la transmission de ces documents pour permettre d'établir un suivi et des contrôles. (Traçabilité de la course).

Pour chaque course, les prestations sont soumises à des vérifications destinées à constater que les courses ont bien été réalisées et qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les pénalités seront le cas échéant déduites du montant global de la facture.

5.1.12. Accessibilité des véhicules

Conformément à la loi n°2005-102 du 11 février 2005 « *pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* », les véhicules affectés à ce service doivent sur demande permettre la prise en charge de toute personne à mobilité réduite ou en situation de handicap (fauteuil roulant...)

5.1.13. Transport des usagers

Les chauffeurs de taxis affiliés doivent non seulement répondre aux conditions légales et réglementaires exigées, mais aussi présenter toutes les garanties de moralité et de sobriété. En toutes circonstances, ils doivent faire preuve de courtoisie et d'amabilité envers les personnes transportées.

Les usagers doivent être transportés assis, dans les meilleures conditions de confort et de propreté du véhicule, tant intérieure qu'extérieure.

5.1.14. Véhicules

Les véhicules utilisés par les chauffeurs affiliés au titulaire pour exécuter le service doivent répondre durant toute la durée du marché à l'ensemble des prescriptions d'équipement, de signalisation et de contrôle technique imposé par le code de la route et la réglementation du taxi ou des voitures de tourisme avec chauffeur.

Le prix des courses de taxi est réglementé.

Chaque année un arrêté est publié. À la date de remise de l'offre, le prix est fixé par un arrêté ministériel et préfectoral, publié chaque année.

5.1.15. Exigences environnementales

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de la Cinémathèque française.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par la Cinémathèque française afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

5.2. Dispositions spécifiques

5.2.1. Prestations classiques

Les prestations concernent un abonnement à un service de réservation de véhicules pour des prestations classiques.

Ces prestations doivent comprendre au minimum :

- pour les services proposés aux utilisateurs :
 - Le service bagage
- pour les modalités de commande :
 - La commande par téléphone par **ligne prioritaire** avec code d'accès et un accueil dédié
 - Le temps d'attente doit être inférieur à 3 minutes et la possibilité d'une demande à l'avance jusqu'à 7 jours.
 - L'attente du taxi jusqu'à 5 minutes maximum.

Points non contractuels

5.2.2. Prestations haut de gamme

Les prestations concernent un abonnement à un service de réservation pour des prestations haut de gammes.

Ces prestations doivent comprendre au minimum :

- pour les services proposés aux utilisateurs :
 - Le service bagage,
 - L'accueil personnalisé aux gares et aéroports en sortie de vol ou en tête de train avec pancarte
 - Le suivi illimité des attentes
 - Un accueil haut de gamme personnalisé
 - Un service hors Ile de France
 - Des chauffeurs bilingues anglais
- pour les modalités de commande :
 - La commande par téléphone par **ligne ultra prioritaire** avec code d'accès et un accueil dédié
 - Le temps d'attente doit être inférieur à 1 minute et la possibilité d'une demande à l'avance jusqu'à 15 jours.
 - L'appel ou SMS pour prévenir de l'arrivée du taxi
 - L'attente du taxi de 1 à 3 minutes maximum.

Points non contractuels

5.5. Délais d'exécution

Compte tenu de la nature des prestations, leur exécution ne peut souffrir aucun retard. En conséquence, les délais d'exécution des prestations du présent marché sont impératifs.

Le prestataire s'engage à œuvrer à l'heure déterminée lors de la réservation.

En cas de non-respect la Cinémathèque française, applique les pénalités décrites à l'article 8.

En cas de manquement persistant à respecter les délais, la Cinémathèque française a le droit de résilier unilatéralement le contrat.

Cependant, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de la Cinémathèque française ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, la

Cinémathèque française prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

ARTICLE 6 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1. Rémunération du titulaire

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement unique.

Ce montant est soumis à l'approbation du représentant de la Cinémathèque française, qui accepte, rectifie ou complète la facture en y faisant apparaître éventuellement les pénalités définies à l'article 7 du présent document.

6.2 Rémunération du titulaire

En application des dispositions de la loi Pacte du 22 mai 2019 et ses textes d'application, notamment le décret du 18 juillet 2019 les demandes de paiement doivent être envoyées par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Lors de l'émission de la commande, La Cinémathèque française vous communiquera le numéro SIRET et le numéro d'engagement. Ces éléments sont à reporter lors du dépôt de la facture sur le portail chorus.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- la référence d'engagement communiquée par le service prescripteur ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées, telles que définies dans le bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

6.3 Modalités de paiement

La Cinémathèque française se libère des sommes dues en exécution du présent contrat en effectuant les paiements par virement sur le compte défini ci-avant, ouvert au nom du titulaire, ou à tout autre compte communiqué par courrier par ce dernier.

La Cinémathèque française règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la Cinémathèque française en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 7 – VÉRIFICATION, ADMISSION, REJET ET RÉFACTION

7.1 Nature des opérations

La personne publique, après remise des preuves de livraisons, constate, dans quelles mesures les prestations effectuées répondent aux stipulations prévues.

Le titulaire doit fournir à la Cinémathèque française par tout moyen à sa convenance (téléphonique et/ou mails notamment) la preuve de la livraison sans que cela ouvre à un paiement complémentaire.

7.2 Décision d'admission

A l'issue des opérations de vérification, la Cinémathèque française prend une décision expresse d'admission, de réfaction ou de rejet.

Passé un délai de deux mois à compter de la réception des prestations, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Les décisions d'admissions avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

7.3 Réfaction

Lorsque la Cinémathèque française estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

7.4 Rejet

Lorsque la Cinémathèque française estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par la Cinémathèque française, aux frais du titulaire.

ARTICLE 8 – PÉNALITÉS ET RÉFACTION

En cas de manquements répétitifs, ceux-ci seront notifiés au titulaire sous forme d'avertissement par courrier avec AR.

Les prestations de taxi exigées par la Cinémathèque française sont soumises à des délais très stricts :

- mise en relation avec un opérateur dans un délai maximum de 3 minutes pour la ligne prioritaire et de 1 minute pour la ligne ultra prioritaire.
- mise à disposition d'un taxi sur les lieux exigés de la commande dans un délai maximum de 5 minutes pour les prestations classiques et 3 minutes pour les prestations haut de gamme.

Les pénalités sont déduites automatiquement, par la Cinémathèque française, par précompte sur les demandes de paiement du Titulaire.

Les pénalités ci-après décrites sont cumulables.

8.1. Délais de livraisons et pénalités de retard

8.1.1. Délais de livraison

Si les prestations ne sont pas effectuées dans les délais indiqués dans le bon de commande, le titulaire encourt une pénalité de retard calculée comme suit :

8.1.2. Pénalités de retard

À défaut de respect de ses délais de mise en relation avec un opérateur une pénalité de 5 (cinq) euros par course est retenue par la Cinémathèque française sans mise en demeure préalable.

En cas de retard de la mise à disposition d'un taxi sur les lieux, une pénalité de 10% par tranche de 10 minutes de retard de l'heure fixée est réclamée par la Cinémathèque française sans mise en demeure préalable.

Au-delà d'une demi-heure de retard la prestation est considérée comme non effectuée.

Si le nombre de prestations non effectuées est supérieur à 10 par mois, quelque en soient les raisons, la Cinémathèque française se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat

Par ailleurs, en cas d'attente d'un passager de la Cinémathèque française, le chauffeur est tenu d'attendre sur place jusqu'à 15 minutes et après avoir tenté de joindre le passager. A défaut, une pénalité de 30 (trente) euros par course est retenue par la Cinémathèque française sans mise en demeure préalable.

Les retards pour lesquels la responsabilité du titulaire n'est pas en cause ne donnent pas lieu à pénalité.

En cas de défaillance fautive du titulaire, la Cinémathèque française se réserve le droit de faire exécuter sa demande par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si la prestation, de par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire, est à sa charge.

La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont demandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement la Cinémathèque française et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de force majeure.

8.1.3. Autres pénalités

Le titulaire encourt des pénalités en cas d'erreurs répétées d'édition des factures (non conformes à l'article 5.1.11 du présent CCP).

Le caractère répétitif de l'erreur est apprécié par la Cinémathèque française après plusieurs réclamations adressées par tout moyen (fax, mail ou courrier) au titulaire.

Le montant de la pénalité est de 10% de chaque facture ayant fait l'objet d'une erreur dans son édition.

Les pénalités prévues ci-avant sont cumulables.

ARTICLE 9 – ASSURANCE

9.1. REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de la Cinémathèque française, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

9.2. JUSTIFICATIFS À PRODUIRE

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

10.1 Désignation des sous-traitants

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au Pouvoir Adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec avis de réception, les documents suivants :

- a/ l'acte spécial (formulaire DC4) dûment complété et signé par le titulaire et le sous-traitant, et accompagné de la pièce mentionnée au cadre J de l'acte spécial (exemplaire unique ou attestation de l'établissement de crédit),
- b/ l'attestation d'assurance responsabilité civile, en cours de validité, du sous-traitant proposé,
- c/ le RIB du sous-traitant proposé, numéro de TVA, code APE
- d/ une liste des références du sous-traitant proposée pour des prestations similaires, avec indication du lieu des prestations, du Pouvoir Adjudicateur, de la nature exacte des prestations, de leur montant et de la période d'exécution,
- e/ les moyens humains et matériels du sous-traitant.

Le silence de la Cinémathèque française gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de l'ensemble des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent accord-cadre.

10.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire du marché.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à la Cinémathèque française.

La Cinémathèque française avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par ce dernier.

Le comptable règle les sommes dues au sous-traitant.

Dans le cas où le Titulaire n'a ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant dans le délai de 15 jours suivant sa réception, ni transmis celle-ci à la Cinémathèque française, le sous-traitant envoie directement sa demande de paiement à la Cinémathèque française, par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou la lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet.

La Cinémathèque française met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant. Dès réception de l'avis, la Cinémathèque française informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

À l'expiration du délai prévu au précédent alinéa, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, la Cinémathèque française paie les sommes dues au sous-traitant.

ARTICLE 11 – DOCUMENTS EXIGIBLES AU TITRE DU CODE DU TRAVAIL

S'agissant des titulaires établis ou domiciliés en France, le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail à savoir :

- dans tous les cas, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code du Travail émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- et lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou autre document équivalent fixé à l'article D8222-5 du code du Travail.

Par ailleurs, lorsque le contrat est conclu avec un prestataire employant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail conformément aux articles D8254-2 et D8254-4 du code du travail.

S'agissant des titulaires établis ou domiciliés à l'étranger, le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les documents visés à l'article D8222-7 du code du travail à savoir :

- dans tous les cas, un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'[article 286 ter du code général des impôts](#). Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- dans tous les cas, un document attestant de la régularité de la situation sociale du titulaire au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le titulaire est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
- et lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou autre document équivalent fixé à l'article D8222-7 du code du Travail.

Par ailleurs, lorsque le contrat est conclu avec un prestataire établi à l'étranger détachant des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent contrat, le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail conformément aux articles D8254-3 et D8254-4 du code du travail.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française
Service des Marchés
51 rue de Bercy
75012 Paris

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la Cinémathèque française peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DU CONTRAT

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique et des articles qui en découlent.

ARTICLE 13 – MISE EN DEMEURE, RÉSILIATION

13.1. RÉSILIATION DU FAIT DE LA CINÉMATHEQUE

Lorsque la Cinémathèque Française résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article « autres cas de résiliation », elle n'est pas tenue de justifier sa décision. Elle délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier le demande.

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait de renouvellement de retards non justifiés et du non-respect de la qualité attendue, la Cinémathèque française aura la faculté de résilier le marché sans que le titulaire du marché puisse prétendre à une quelconque indemnité. La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Cette lettre fixera la prise d'effet.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

13.2. RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

La Cinémathèque peut résilier le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail;

La Cinémathèque peut résilier le marché aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable :

- Lorsque le Titulaire ne fournit pas l'ensemble des documents mentionnés à l'article 7.3 du présent document
- En cas d'inexactitude des documents et
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux ;

La décision de résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du Titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) Au débit du Titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise de moyens que la Cinémathèque cède à l'amiable au Titulaire ;
- le montant des pénalités ;

b) Au crédit du Titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;

13.3. AUTRES CAS DE RÉSILIATION

1. Décès ou incapacité civile :

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si la Cinémathèque accepte la continuation du marché par les ayants droit, le tuteur ou le curateur. La résiliation, ainsi prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

2. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par les articles L. 622-13, L.631-14-I et L. 641-10 du code de commerce.

3. Impossibilité physique :

La Cinémathèque peut résilier le marché en cas d'impossibilité physique durable et manifeste pour le Titulaire de remplir ses obligations.

4. Difficultés techniques :

Si le Titulaire rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation.

5. Force majeure :

Lorsque le Titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation.

6. Décompte de liquidation :

Le décompte de liquidation au titre du présent article comprend :

a) Au débit du Titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'acompte ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que la Cinémathèque cède à l'amiable au Titulaire ;
- le montant des pénalités.

b) Au crédit du Titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;

| |
|----------------------------|
| ARTICLE 14- LITIGES |
|----------------------------|

En cas de litige, le Tribunal Judiciaire de Paris sera seul compétent.